



Rechercher :

dans

[S'abonner](#) // [Newsletter](#) // [Contact](#)

EN KIOSQUE | TRIBUNE LIBRE | COMMUNIQUES | TV | GALERIE | CARRIERES | AGENDA | ARCHIVES | RAPPORTS ANNUELS

[Accueil](#) > [Archives](#) > [Octobre 2009](#) > Avec les moyens du bord

INVESTAS



Avec les moyens du bord



Raymond Goebbels: «Au moment des déboires de Fortis, nous avons joué un rôle de paratonnerre» (Investas) Olivier Minaire (photo)

Par Jean-Michel Gaudron, publié le 14.10.2009

L'ASSOCIATION DE DÉFENSE DES «PETITS» ACTIONNAIRES FÊTE UN DEMI-SIÈCLE D'EXISTENCE. SA RÉCENTE INTERVENTION DÉCISIVE DANS LE DOSSIER FORTIS/BNP PARIBAS L'A CONFORTÉE DANS LE BIEN-FONDÉ DE SON ACTION, EN DÉPIT DES LIMITES IMPOSÉES PAR LE BÉNÉVOLAT DE SES DIRIGEANTS.

L'information n'avait pas nécessairement fait la une des journaux. Pourtant, le 11 février dernier, à Bruxelles, lors de l'assemblée générale des actionnaires de Fortis devant décider du rachat par BNP Paribas, si le «Non» l'a emporté à 50,2%, c'est aussi à cause d'une poignée d'actionnaires minoritaires représentés par l'association luxembourgeoise Investas. «Le poids total des mandats des actionnaires que nous

représentations avoisinait les 0,5%, explique Raymond Goebbels, le président d'Investas. Au final, la différence s'est donc faite sur 0,2%, ce qui a nécessité une renégociation du deal avec l'Etat belge. Cela prouve combien le fait de fédérer des petits actionnaires peut avoir des conséquences directes et importantes. C'est un message qu'il est malheureusement plus difficile de faire passer au Luxembourg.»

La culture de la discrétion propre au Grand-Duché n'est pas forcément compatible avec cet esprit de «délégation». Bon nombre de «petits» porteurs rechignent à communiquer «publiquement» le nombre d'actions qu'ils détiennent en portefeuille. «Pourtant, ce n'est pas forcément le nombre d'actions qui compte, mais plutôt le nombre de mandats, indique M. Goebbels. Avoir 100 mandats d'une action pèse plus qu'un seul mandat de 100 actions. C'est dans cet effet de masse que nous parviendrons à être plus efficaces.»

Quoi qu'il en soit, ce «succès» obtenu dans le dossier Fortis a eu de quoi redonner du baume au cœur de Raymond Goebbels. Propulsé à la présidence d'Investas en décembre 2005, il n'a eu de cesse, avec les moyens du bord – il est bénévole, comme tous les membres du comité de direction – de développer l'action d'Investas et d'asseoir sa reconnaissance. De 160 membres à son arrivée, elle en compte aujourd'hui plus de 430 aujourd'hui et se rapproche de l'objectif des 500, affiché en début de mandat par son président.

Investir dans «du Luxembourgeois»

On est évidemment loin des tout premiers pas de ce qui fut l'Association luxembourgeoise pour le développement de l'épargne et la défense des intérêts des détenteurs de valeurs mobilières (Dedid), créée en 1959, et rebaptisée Investas en mai 2000. «Nous avons, ces dernières années, cherché à nous positionner de manière plus proactive et à faire passer au mieux les informations, explique M. Goebbels. Au moment des déboires de Fortis, beaucoup d'actionnaires 'historiques' ou ayant hérité de titres de leurs aïeux, croyaient être encore propriétaires d'une partie de BGL au Kirchberg. Leur faire comprendre que ce n'était pas le cas relevait parfois de la tragédie. J'ai eu l'occasion de dire au ministre Frieden 'heureusement qu'Investas existe'. Nous avons joué le rôle de paratonnerre, en multipliant les explications de ce qui se passait exactement.»

Evidemment, aujourd'hui, les actionnaires luxembourgeois ne détiennent pratiquement plus de titres «luxembourgeois». Une situation qui, aux yeux de Raymond Goebbels, pourrait être différente avec une certaine volonté politique. «Cet ancrage local manque vraiment. Nous souhaiterions motiver le gouvernement à regrouper l'ensemble de ses participations dans une sorte de holding qui serait, ensuite, ouverte au public. Il y a une grande demande pour pouvoir investir dans un vrai produit luxembourgeois. Sans compter que cela pourrait aussi alléger, d'une certaine façon, le budget de l'Etat.»

Membre luxembourgeois d'Euroshareholders, l'organisation européenne des associations des actionnaires minoritaires, Investas n'a, pour l'heure, pas vraiment d'envergure pour développer de telles actions de lobbying. En Allemagne, aux Pays-Bas ou en Suède, par exemple, la «culture d'actionnariat» est autrement plus développée et les associations locales sont professionnelles et comptent leurs membres par dizaines de milliers. Une voie sans issue pour le petit Luxembourg? «Cela pourrait évoluer si nous étions amenés à devenir un bureau de représentation local d'une de ces grandes associations. Une filiation naturelle pourrait être imaginée auprès de la DSW allemande (Deutsche Schutzvereinigung für Wertpapierbesitz, ndlr.)».

De quoi alimenter, en tous les cas, les réflexions d'ici au printemps prochain, date à laquelle M. Goebbels souhaiterait passer la main. A condition de trouver un successeur, ce qui est loin d'être gagné en dépit d'un certain rajeunissement des membres du conseil d'administration.

PARCOURIR...

[Articles par date](#)

EN OCTOBRE 2009

[PwC Luxembourg réduit les bonus](#)
22.10.2009

[Assurance-pension: l'état d'urgence](#)
21.10.2009

[Ultimate makeover devient «Boost My Business»](#)
21.10.2009

[Top 10 Comm' : 107 projets en lice!](#)
21.10.2009

[21/10: Thierry Bichel \(Family Office Partnership\)](#)
21.10.2009

[46 articles](#)